

Brochure n° 3228

Convention collective nationale
IDCC : 637. – INDUSTRIES ET COMMERCE
DE LA RÉCUPÉRATION

AVENANT N° 12 DU 9 JUILLET 2015
À L'ACCORD DU 9 AVRIL 2008 RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1550793M
IDCC : 637

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de préciser l'article 15.1 « Taux de cotisations » de l'accord de prévoyance du 9 avril 2008 modifié par l'avenant du 9 décembre 2014.

Article 1^{er}

L'article 15.1 « Taux de cotisation » est désormais rédigé comme suit :

« Article 15.1

Taux de cotisation

La cotisation normalement appelée pour les garanties décès, perte totale et irréversible d'autonomie et allocation obsèques est égale à 0,32 % du salaire brut, dont 50 % est pris en charge par l'employeur. Le total des cotisations des garanties rente éducation et rente handicap est égal à 0,16 % du salaire brut (soit 0,13 % pour la rente éducation et 0,03 % pour la rente handicap), dont 50 % est pris en charge par l'employeur.

La cotisation “frais de santé” des salariés relevant du régime général de la sécurité sociale est égale à :

(En euros.)

	BASE OBLIGATOIRE	OPTION OBLIGATOIRE	OPTION FACULTATIVE
Salarié seul	48	3,88	4,59
Salarié + 1 ayant droit	80	7,34	8,87
Salarié + conjoint et enfants	113	11,32	13,57

25,80 € sont pris en charge par l'employeur sur la partie dite “base obligatoire”.

La cotisation dite “option obligatoire” s'ajoute à la cotisation de la base obligatoire et est répartie selon l'acte juridique instituant ou modifiant les garanties collectives dans l'entreprise.

La cotisation dite “option facultative” s'ajoute à la cotisation de la base obligatoire, elle peut être soit à la charge exclusive du salarié adhérent soit répartie selon l'acte juridique instituant ou modifiant les garanties collectives dans l'entreprise.

La cotisation “frais de santé” pour les anciens salariés et bénéficiaires relevant du régime général de la sécurité sociale visés par l’article 10.3 “Dispositions particulières concernant le maintien d’une garantie frais de santé” est égale à :

(En euros.)

	BASE	OPTION
Salarié seul	72	5,81
Salarié + 1 ayant droit	120	11,02
Salarié + conjoint et enfants	169,50	17,03

La cotisation “frais de santé” des salariés relevant du régime local Alsace-Moselle est égale à :

(En euros.)

	BASE OBLIGATOIRE	OPTION OBLIGATOIRE	OPTION FACULTATIVE
Salarié seul	33,60	3,88	4,59
Salarié + 1 ayant droit	56	7,34	8,87
Salarié + conjoint et enfants	79,10	11,32	13,57

18,06 € sont pris en charge par l’employeur sur la partie dite “base obligatoire”.

La cotisation dite “option obligatoire” s’ajoute à la cotisation de la base obligatoire et est répartie selon l’acte juridique instituant ou modifiant les garanties collectives dans l’entreprise.

La cotisation dite “option facultative” s’ajoute à la cotisation de la base obligatoire, elle peut être soit à la charge exclusive du salarié adhérent, soit répartie selon l’acte juridique instituant ou modifiant les garanties collectives dans l’entreprise.

La cotisation “frais de santé” pour les anciens salariés et bénéficiaires relevant du régime local Alsace-Moselle visés par l’article 10.3 de l’accord “Dispositions particulières concernant le maintien d’une garantie frais de santé” est égale à :

(En euros.)

	BASE	OPTION
Salarié seul	50,40	5,81
Salarié + 1 ayant droit	84	11,02
Salarié + conjoint et enfants	118,70	17,03

Les cotisations sont révisables chaque année par accord paritaire dans les limites prévues par la loi.

La structure de cotisation définie dans le présent régime est applicable à toutes les entreprises de la branche. Par dérogation, les entreprises dotées d’un régime frais de santé antérieur au présent accord proposant une autre structure devront se conformer dans les 2 ans à celle du présent accord (salarié seul, salarié + 1 ayant droit, salarié + conjoint et enfants). »

Article 2

Formalités administratives

Il sera établi un nombre suffisant d’exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités de dépôt.

Sous réserve, en application des dispositions transitoires de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008, de l’absence d’opposition de la majorité en nombre des organisations syndicales de salariés représen-

tatives dans la branche, le présent avenant fera l'objet de la procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} avril 2015.

Fait à Paris, le 9 juillet 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FEDEREC.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FCM FO ;

FGT SNED CFTC.